L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73, NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 27 JANVIER 1869. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
COMMISSIONNAIRES - EXPEDITEURS.
GROS SELS DE GRAINS
(RECREDI MATIN, 27 JANVIER.
ENTRES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par les détails et l'ensemble, voir petit cheminement.

Par le Shériff, le 1909 heures, sur les lieux, consistant en 3Chs. Wyman & Co, No 108 rue Gravier, trois moules à papier et un grand lot d'autres articles.

Par Denniston & Boothmeyer, à la Bourse de l'Etat, 3 Charles, à midi—120 actions de la banque de la Nouvelle-Orléans et 40 actions de la banque de l'Etat de la Louisiane.

Par J. Déjan, Jr, à sa nouvelle salle d'encan, coin Gravier et Carondelet—Vente régulière de quelques lots, et meubles de bureaux.

Par Eugène Tureau, à 11 heures, au No 68 Vieille rue—60 barils de nouveau fromage.

Par H. Scott, au No 68 de la rue de Chartres—meubles divers, bois, bois d'ameublement, fagots, etc.

Par Gabriel Lémonnier, au No 66 de la rue de Chartres—habillements faits à New-York, articles de toilette, bagages d'hommes, de jeunes gens et de petits garçons.

Par McFaran, Marbi & Co, au No 36 de la rue de Gravier—marchandises sèches et épicerie.

Par John C. Hodge, au No 64 de la rue de Chartres—divers marchandises sèches, liqueurs, etc.

S'Achetent vos conditions en cuivre aux soins de M. Ernest Turpin, 92 Vieille-Levée.

ESSAYEZ LES CIGARES DE GEORGE CALCES,
Rue des Remparts.....1269

ATTENTION !

Le Shériff procèdera, aujourd'hui, à 10 1/2 heures A. M. sur les lieux, No 168, rue Gravier, Premier District, à la vente de machines à papier, etc, etc.
Voir son annonce.

Silencieux et Confortable. — L'attention des voyageurs est appelée sur la vente qui doit être faite aujourd'hui à midi, M. D. E. Murphy, Vendeur, rue de Magazine, à No 67. Cette vente est sans réserve—voir l'annonce.

Meubles à Pomona—M. J. Dujat Jr, encanteur, est aujourd'hui, à 11 heures du matin, dans le nouveau salle d'encan de la rue Gravier No 168, au coin de la rue Carondelet, de bonne mobilier pour chambres à coucher, lits, literie complète et meubles de tous genres.

Le projet de canal de l'île aux Vaisseaux.

Le bill qui doit accorder à la Compagnie de canal de l'île aux Vaisseaux les concessions privilégiées dont nous avons déjà entretenus nos lecteurs, doit être discuté demain devant la Chambre des Représentants.

La spoliation que ce bill propose d'accomplir au profit d'un petit nombre de spéculateurs et au détriment de l'Etat, de la ville et particulièrement, est tellement éhontée que nous ne croyons devoir l'insister pour éclairer l'opinion publique sur ce qui pourrait, à bon droit, être appelé une gigantesque escroquerie.

Nous commencerons donc les arguments qu'on peut produire contre ce projet et nous engageons les membres de la Législature à bien peser les conséquences du bill qui leur est soumis, avant de se rendre complices d'une mesure qui n'a pour objet que d'enrichir quelques agioteurs sans vergogne.

La loi du 4 octobre 1868 qui a incorporé la susdite Compagnie du Canal de l'île aux Vaisseaux, loi qui a passé presque sans difficulté, n'a été que le premier jalon sur lequel devait s'étayer la spéculation que nous dénonçons. Le canal n'était qu'un prétexte pour faire allouer à la Compagnie toutes les fonds de terre de trois Districts ($1,873,000) et 400 acres de terre. Cette Compagnie, qui s'annonce avec un capital de six millions et qui a pour fondateurs MM. George F. Brott, Michael Hahn et quelques autres, n'a pas de capital effectif ne compte, en réalité, que sur les terres que doit lui procurer le bill en discussion. Son projet de canal est tout simplement une mauvaise plaisanterie.

Le canal projeté doit partir de la rive du Mississippi, à un point dans la paroisse Jefferson, traverser les limites de Carrollton, de Lafayette et de la Nouvelle-Orléans, se continuer jusqu'au Bayou Gentilly, à travers les marais du golfe, jusqu'à l'île-aux-Vaisseaux. Sa longueur totale est de 35 milles, dont 25 à peine sont en pleine mer. On a le droit, à *priori*, de déclarer un pareil projet impraticable et ridicule. Nous donnons, d'abord, du canal projeté entre le Mississippi et le golfe, à la preuve de la difficulté de faire tenir en de semblables portes l'océan sur les rives du Mississippi, de la manière définitive dont on peut les construire à résister le courant, et qui ne coûterait pas moins de trois millions de long n'ayant qu'une largeur de 100 pieds et une profondeur de 12 pieds, ce qui est d'un côté ni de l'autre, et qui ne rendrait pas le canal navigable, même pour les petits bateaux, à cause du peu de largeur et de profondeur.

La spéculation de MM. Brott et consorts se borne à la construction d'un fossé de 12 pieds de profondeur sur 100 pieds de large, qui ne serait pas navigable, même pour les petits bateaux, à cause du peu de largeur et de profondeur.

Le bill qui doit accorder à la Compagnie de l'île aux Vaisseaux les concessions privilégiées dont nous avons déjà entretenus nos lecteurs, doit être discuté demain devant la Chambre des Représentants.

La spoliation que ce bill propose d'accomplir au profit d'un petit nombre de spéculateurs et au détriment de l'Etat, de la ville et particulièrement, est tellement éhontée que nous ne croyons devoir l'insister pour éclairer l'opinion publique sur ce qui pourrait, à bon droit, être appelé une gigantesque escroquerie.

Nous commencerons donc les arguments qu'on peut produire contre ce projet et nous engageons les membres de la Législature à bien peser les conséquences du bill qui leur est soumis, avant de se rendre complices d'une mesure qui n'a pour objet que d'enrichir quelques agioteurs sans vergogne.

La loi du 4 octobre 1868 qui a incorporé la susdite Compagnie du Canal de l'île aux Vaisseaux, loi qui a passé presque sans difficulté, n'a été que le premier jalon sur lequel devait s'étayer la spéculation que nous dénonçons. Le canal n'était qu'un prétexte pour faire allouer à la Compagnie toutes les fonds de terre de trois Districts ($1,873,000) et 400 acres de terre. Cette Compagnie, qui s'annonce avec un capital de six millions et qui a pour fondateurs MM. George F. Brott, Michael Hahn et quelques autres, n'a pas de capital effectif ne compte, en réalité, que sur les terres que doit lui procurer le bill en discussion. Son projet de canal est tout simplement une mauvaise plaisanterie.

Le canal projeté doit partir de la rive du Mississippi, à un point dans la paroisse Jefferson, traverser les limites de Carrollton, de Lafayette et de la Nouvelle-Orléans, se continuer jusqu'au Bayou Gentilly, à travers les marais du golfe, jusqu'à l'île-aux-Vaisseaux. Sa longueur totale est de 35 milles, dont 25 à peine sont en pleine mer. On a le droit, à *priori*, de déclarer un pareil projet impraticable et ridicule. Nous donnons, d'abord, du canal projeté entre le Mississippi et le golfe, à la preuve de la difficulté de faire tenir en de semblables portes l'océan sur les rives du Mississippi, de la manière définitive dont on peut les construire à résister le courant, et qui ne coûterait pas moins de trois millions de long n'ayant qu'une largeur de 100 pieds et une profondeur de 12 pieds, ce qui est d'un côté ni de l'autre, et qui ne rendrait pas le canal navigable, même pour les petits bateaux, à cause du peu de largeur et de profondeur.

La spéculation de MM. Brott et consorts se borne à la construction d'un fossé de 12 pieds de profondeur sur 100 pieds de large, qui ne serait pas navigable, même pour les petits bateaux, à cause du peu de largeur et de profondeur.

Le fait qui doit accorder à la Compagnie de l'île aux Vaisseaux les concessions privilégiées dont nous avons déjà entretenus nos lecteurs, doit être discuté demain devant la Chambre des Représentants.

La spoliation que ce bill propose d'accomplir au profit d'un petit nombre de spéculateurs et au détriment de l'Etat, de la ville et particulièrement, est tellement éhontée que nous ne croyons devoir l'insister pour éclairer l'opinion publique sur ce qui pourrait, à bon droit, être appelé une gigantesque escroquerie.

Nous commencerons donc les arguments qu'on peut produire contre ce projet et nous engageons les membres de la Législature à bien peser les conséquences du bill qui leur est soumis, avant de se rendre complices d'une mesure qui n'a pour objet que d'enrichir quelques agioteurs sans vergogne.

La loi du 4 octobre 1868 qui a incorporé la susdite Compagnie du Canal de l'île aux Vaisseaux, loi qui a passé presque sans difficulté, n'a été que le premier jalon sur lequel devait s'étayer la spéculation que nous dénonçons. Le canal n'était qu'un prétexte pour faire allouer à la Compagnie toutes les fonds de terre de trois Districts ($1,873,000) et 400 acres de terre. Cette Compagnie, qui s'annonce avec un capital de six millions et qui a pour fondateurs MM. George F. Brott, Michael Hahn et quelques autres, n'a pas de capital effectif ne compte, en réalité, que sur les terres que doit lui procurer le bill en discussion. Son projet de canal est tout simplement une mauvaise plaisanterie.

Le canal projeté doit partir de la rive du Mississippi, à un point dans la paroisse Jefferson, traverser les limites de Carrollton, de Lafayette et de la Nouvelle-Orléans, se continuer jusqu'au Bayou Gentilly, à travers les marais du golfe, jusqu'à l'île-aux-Vaisseaux. Sa longueur totale est de 35 milles, dont 25 à peine sont en pleine mer. On a le droit, à *priori*, de déclarer un pareil projet impraticable et ridicule. Nous donnons, d'abord, du canal projeté entre le Mississippi et le golfe, à la preuve de la difficulté de faire tenir en de semblables portes l'océan sur les rives du Mississippi, de la manière définitive dont on peut les construire à résister le courant, et qui ne coûterait pas moins de trois millions de long n'ayant qu'une largeur de 100 pieds et une profondeur de 12 pieds, ce qui est d'un côté ni de l'autre, et qui ne rendrait pas le canal navigable, même pour les petits bateaux, à cause du peu de largeur et de profondeur.

La spéculation de MM. Brott et consorts se borne à la construction d'un fossé de 12 pieds de profondeur sur 100 pieds de large, qui ne serait pas navigable, même pour les petits bateaux, à cause du peu de largeur et de profondeur.

La taxe de un pour cent DÉCLARÉE INCONSTITUTIONNELLE.

Nous avons perdu de preuve porté devant la Deuxième Cour de District pour faire décider la question de savoir si la taxe d'Etat de un pour cent est inconstitutionnelle ou non. La cour Cotidien a rendu hier sa décision dans cette affaire et il a déclaré que la loi qui impose cette taxe était inconstitutionnelle à moins de son consentement réciproque et semble parce qu'elle crée une taxe qui n'est et uniforme et légale. Le juge a donné les exceptions invoquées en raison des vices de forme dans le passage de la loi.

Cette décision a une grande importance, car elle va suspendre le paiement de cette odieuse taxe. L'affaire sera sans doute portée devant la Cour Suprême des Etats-Unis, car elle est connue dans le Sud depuis 1826. MM. Edmond Decker & Sons ont nommé pour leur agent à la Nile Orléans, M. Jules Tardoe, 22 rue Bienville, dont le Cognac a déjà et juis sur notre place le plus haut crédit, qui en dépendent, une bonne réputation. Outre ces détails articles, on trouvera dans la même maison l'excellente marque de Gin "Rocky Mountain", des Whisky Bourbon, et des Bitters de "Terre-Noire".—Voir les échelles des principaux articles dans l'annonce.

ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES. — On verra par un avis inséré plus loin que les membres des comités de ward de cette association sont convoqués pour demain, mercredi, 27 janvier, à 1 heure de l'après-midi, dans la salle de l'association, No 14 de la Bourse des Négociants et des Encanteurs, au premier étage. Il s'agit d'affaires importantes. 2

UNE BONNE PETITE CALOMNIE.

Le *Manager Franco-Américain*, journal publié à New-York reproduit l'absurde histoire qui suit, dont la paternité remonte à nous ne savons qui. C'est avec de pareilles inventions que les journaux radicaux attisent le feu des vieilles haines contre le Sud.

—Avant l'abolition de l'esclavage, des braves esclaves employaient leurs noirs à filer de la réclame en Louisiane.

En voici deux exemples relativement anodins.

Un colon ouvrit un magasin dans une des rues les plus centrales de la Nouvelle-Orléans. Pour que les passants prissent s'y arrêter, il fit afficher à la porte de la rue la grande inscription de son magasin, deux nègres, chacun armé d'un marteau, et leur ordonna de se frapper alternativement sur la tête, de façon à faire rejaillir des étincelles. Les nègres obéirent, et, pendant deux heures, on put lire sur leurs têtes : "Ouvert de 8 heures à 5 heures."

Un autre spéculateur mit un pas plus loin, il renouvela pour un de ses nègres la danse par la tête chauffée graduellement, dont on se régale ici. Il servi jusqu'alors que pour des malfaiteurs dans les établissements. Le nègre s'habitua, mais alla devant le juge, les pieds sur une plaque de tôle, dont force de lever les pieds à mesure que la tête s'échauffait. Bientôt il ne pouvait résister, il se démenait, il criait, il regimait..... Et un autre nègre pensait à l'heure à coup de fer.

Les passants riaient à se tordre..... et prenaient l'adresse du magasin.

DÉMENTI D'UN NAUFRAGE—Nous avons reproduit dans le temps les détails d'un prétendu naufrage qu'aurait subi un navire français, la *Bonne Amélie*. Un ami a l'obligeance de nous communiquer un paragraphe suivant extrait du *Mémorial des Pyrénées* et qui dément formellement ce sinistre :

Les dernières nouvelles de ce navire, annonce l'arrivée du capitaine Darbonne, de Bodeco-Ayres, le 2 novembre. Tout allait bien à bord.

Ce navire ayant été retenu par les calmes qui le surprirent dans les premiers jours de voyage et après une traversée de 70 jours, aucun incident digne de remarque, est arrivé à sa destination après 69 jours de mer.

(*Libéral Bayonnais*)

$55.—Prix de New-York pour les machines à coudre de Grover & Baker, les plus garanties pour 2 ans. Bureau, 182, Canal.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.—10e jour.—Le rapport du comité sur le règlement est adopté et le règlement imprimé du Sénat sera placardé en dehors de la chambre du Sénat.

M. O'Hara présente une résolution pour rechercher si la compagnie du canal Lafourche et Barataria n'a pas forfait sa charte. Référé.

M. Bacon présente une résolution requérant le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, l'orateur de la Chambre des Représentants de rapporter les contrats qui auraient été faits par eux sous les auspices du bill du printemps. Les uns lois.

Un bill faisant une concession de terres à la compagnie du chemin de fer de Shreveville et Sulphur Springs est référé au comité des améliorations intérieures.

La résolution combinée pour l'ajournement de la Législature, un premier lundi d'octobre, est indéfiniment ajournée.

Le comité judiciaire fait un rapport défavorable au bill donnant à la ville de Bâton Rouge le droit de rédaire de 12 mois à 3 mois le délai après lequel le jugement sera non effet. Le bill est opposé Mal-Entendu.

Le bill rappelant un acte autorisant les mariages libres, dans la ville de la Nouvelle Orléans, sur motion du sénateur Flackbeck, ajourné indéfiniment.

Le Sénat s'ajourne alors à mercredi, à midi.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS — 73 membres pour répondre.

Prati, déc., de Claiborne, présente une résolution jointe portant qu'un comité réuni soit nommé pour rechercher si on a eu recours à des moyens de corruption pour faire passer le bill du canal de la Nouvelle-Orléans et de l'île aux Vaisseaux.

M. Lee, rad., de St-Bernard, pense qu'il serait en descendre de la dignité de la Chambre de s'occuper d'une pareille résolution. Que les bruits de tricherie et de corruption circulent le fait de la pesse démocratique de la Nouvelle-Orléans, dit-il, qu'on connaît bien l'esprit qui anime cette presse à l'égard de la nouvelle Législature.

M. Carr, rad., d'Orléans, propose d'annuler la résolution en la faisant porter sur la table, afin des lui donner l'occasion qui est tout le bill en question.

L'ordre du jour est rappelé.

M. Hamilton, rad., le Conseil, présente au nom du comité de conférence sur le bill de $600,000, de Détroit, un rapport qui est rejeté.

Le Chambre alors se forme en comité général pour considérer le rapport du comité des améliorations intérieures sur le bill présenté par M. E. H. Algonquin et Christian Isaac, autorisant la vente de 20 acres de terrain, 1265 de 30 décembre 1867 rapportant chacun $5,000 pour payer de dettes contractées pour mettre, la somme totale de $100,000 pour dépenses contraites, et la somme totale de $5,875 pour services non-faits, le tout formant la somme de $100,152.

Après quelques minutes employées à cause dans le bill, le comité se lève et recommande son adoption. Le rapport est accepté.

M. Lee, de St-Bernard, au nom du comité judiciaire, a fait un rapport favorable aux bills du Sénat No 28, 6 et 35. Rapport reçu.

La Chambre s'ajourne à mercredi.

$55.—Les meilleures machines à coudre du monde, pour familles, s'achètent en dépôt à la Grover & Baker, 182, Canal, rapidement à faible prix de cinquante-cinq piastres. Elles sont garanties pour 5 ans.

EUROPE

Nous avons reçu hier nos malle d'Europe du 8 janvier.

Nous tirons dans l'*Internacional* ;

On a fort remarqué lundi soir, au bal des Tuileries, l'air soucieux et préoccupé de Napoléon III, qui s'entretenait pendant quelque temps avec le prince de Metternich, à lord Lyons, au nonce apostolique, à Disraeli-Pasha, au général Dix, au baron de Stuckenberg et au maréchal Canrobert.

On n'est naturellement curieux de la précédente conférence. On ne paspeccupait nous beaucoup de la santé de prince Napoléon. A cette prince dérangé n'assistait à la fête. La princesse Mathilde accompagnait l'impératrice.

—Les rapports reçus à Vienne de plusieurs points de l'Orient annoncent qu'une grande agitation règne parmi les populations chrétiennes de l'empire ottoman, et l'on croit que, si la Grèce (ou Russie) ne cède à la Turquie, des troubles auront lieu au printemps dans certaines parties de l'empire.

Le gouvernement espagnol a été affermi jusqu'à présent, la neutralité la plus absolue et tout porte à croire qu'il ne sortira pas de cette situation.

Le *Times* continue au surplus à attacher une importance de la cession de Gibraltar à l'Espagne.

Le journal de la Cité se montre très peu disposé à reconnoir à cette position stratégique, dont l'importance est cependant bien amoindrie par les progrès de l'art militaire. Le *Times* il ne faudrait pas "abandonner un grand trophée légué par l'histoire sur pure déférence à des monopolistes imaginaires." Ces derniers dit encore que "le temps n'est pas venu d'envisager la question comme on doit immédiatement définitivement."

Le *Times* donne de ces atermoiements une raison bien spécieuse. Selon lui, l'Espagne ne se fait pas en état d'occuper Gibraltar, et il y aurait toutes les chances de monde pour que, si même elles se réconciliaient, on ne considérerait point comme représentant l'opinion de la nation.

En attendant, l'agitation républicaine continue, et le débarquement des volontaires augmente.

Un fait digne de remarque, c'est que du côté du gouvernement, et dans le camp des républicains, l'accord est par parfait pour rejeter la fausse des modérés, et la résolution, à ce qu'on dire sur les ensemble de la révolution de 1868. Une circulaire récente du ministre de l'intérieur aux préfets de province, n'a pas produit, malgré l'ostentation patriotique des Espagnols, une conviction générale dans le pays ; et c'est d'empêcher la réunion des Cortès, d'en briser la constitution définitive du pays, d'effrayer les capitaux nationaux et étrangers, de paralyser le crédit et de ramener enfin propagandiste que le suffrage universel est impossible en Espagne, telle est la triste illusion la plus précieuse des conquêtes de la Révolution.

Les républicains, de leur côté, n'ont garde d'accepter la responsabilité d'une agitation qui, plus générale qui ont attiré une si sévère répression en Cadix et sur Malaga. A les entendre, ils sont complètement désarmés, et leurs prétendus levées de boucliers. Ce qui ne les empêche pas cependant d'attaquer le gouvernement provisoire avec la plus grande violence dans leurs manifestes, dans leurs journaux et dans leurs harangues.

Pas de nouveaux mouvements insurrectionnels en Espagne ; mais chaque jour la capitale se partage démocratique formidablement bruyant et violent. Le gouvernement provisoire y a fait un publiquement un acte d'intimidation à la peu le, à la liberté, à la souveraineté nationale. Au milieu de la tempête, un réglement de police dangereuse que les lettres a rappelé à la pudeur les partisans du grand parti de la République.

Il résumera tout le rapport au profit de la réunion de tous les ennemis du gouvernement actuel.

Le général Caballero de Rodas pourrait avec facilité le désarmement de la milice nationale.

Nous ne savons, dit la *France*, dans quel but les mêmes journaux qui ont annoncé que la France appuyait la candidature de prince des Asturies au trône d'Espagne, assurent maintenant qu'elle appuie celle du prince de Carignan.

Nous n'hésitons pas à dire que la seconde allégation n'est pas plus exacte que la première. Le gouvernement impérial a toujours, jusqu'à présent, la neutralité la plus absolue et tout porte à croire qu'il ne sortira pas de cette réserve.

Le *Times* considère un mariage entre un prince français et la fille de la reine d'Espagne, et il y aurait toutes les chances de monde pour que, qu'elle présidât cette les Cortès ne se réunissent pas, et que, si même elles se réunissaient, on ne considérerait point comme représentant l'opinion de la nation